

Les numéros / Les subalternes, peuvent-elles/ils (parler) être écouté-e-s ?

« La construction des discours sur la ville, entre production urbaine et subalternité interne »

Marta Pappalardo

Résumé

Dans cet article, j'explore l'articulation entre des constructions discursives relevant d'une subalternisation de sujets internes à la société et la production des métropoles contemporaines. Mon analyse d'une condition de « subalternité métropolitaine », issue de mes recherches de doctorat, s'insère dans la réflexion des études postcoloniales et subalternes. Dans le processus de production hégémonique de la ville, les pratiques populaires sont utilisées par les groupes dominants comme argument de délégitimation des populations pauvres. Le récit étant l'un des instruments indispensables de ce que j'ai appelé « urbanisme de la globalisation », c'est à travers celui-ci que le discours sur la ville se propage et prend sa force délégitimante. J'analyse cette version urbaine d'une domination de type orientaliste, et comment ce discours, qui se veut universel, se heurte aux pratiques et aux appropriations « par le bas » des groupes subalternes. La « condition subalterne » révèle une assignation identitaire exogène, attribuée à une minorité par une majorité dominante. Cependant, l'optique orientaliste nous apprend que c'est justement l'existence de cette minorité qui remet en cause l'universalisme de la condition dominante. Dans ce sens, les pratiques des groupes subalternes peuvent être lues comme les signes d'une production « postcoloniale » de la ville, qui fait pression sur l'urbanisme dominant.

Abstract

In this paper, I explore the articulation between discursive constructions related to a subalternization of subjects internal to society and the production of contemporary metropolises. My analysis of a condition of "metropolitan subalternity", resulting from my doctoral research, fits into postcolonial and subaltern studies. In the process of hegemonic production of the city, the dominant groups use popular practices as an argument of delegitimization of the poor. Since the narrative is an essential instrument of what I have called "globalised urban planning", it is through this that the discourse on the city spreads and takes its delegitimizing force. I analyse this urban version of an orientalist type of domination, and how this universal discourse faces the practices and appropriations "from below" by subaltern groups. The "subaltern condition" reveals an exogenous identity assignment attributed to a minority by a dominant majority. However, the orientalist theory argues that it is precisely the existence of this minority that challenges the universalism of the dominant condition. In this sense, the practices of subaltern groups can be read as signs of a "postcolonial" production of the city, which puts pressure on the dominant town planning.

La construction des discours sur la ville, entre production urbaine et subalternité interne

Instrument indispensable d'un « urbanisme de la globalisation », c'est à travers le récit que le discours subalterniste sur la ville se propage et prend sa force délégitimante. Dans cet article, j'explore l'articulation entre des constructions discursives procédant à une subalternisation des urbains pauvres et la production des métropoles contemporaines. L'analyse d'une condition de « subalternité

métropolitaine », issue de mes recherches de doctorat ⁽¹⁾, s'insère dans la réflexion des études postcoloniales et subalternes, ainsi que dans le cadre de la critique de la division « orientaliste » du monde, élaborée par E. W. Saïd (1999).

Les pratiques populaires sont utilisées par les groupes dominants comme argument de délégitimation des populations pauvres dans les « visions » de la ville globalisée. Cette stigmatisation se nourrit des stéréotypes de la ville en retard et de l'immobilisme des « groupes subalternes » et constitue le pilier de l'urbanisme hégémonique. Dans ce sens, il est possible de parler d'un « orientalisme métropolitain » (Petrillo, 2012), comme moteur de la construction de discours et de politiques d'exclusion urbaine. La mise en tension de ce discours, qui se veut universel, avec les pratiques et les appropriations « par le bas » des groupes subalternes, démontre comment ces pratiques peuvent ouvrir une brèche dans l'universalisme de l'urbanisme dominant.

Production de la ville et domination discursive

L'urbanisme néolibéral contemporain se sert du récit comme outil principal pour imposer des normes urbaines d'occupation de l'espace. La domination discursive émanant de cette normativité urbaine est tellement diffuse, qu'elle reste effective même quand le projet ne se concrétise pas. L'importance grandissante de la part du projet destinée à la communication et à la circulation d'une image a fait naître des interrogations autour de l'émergence d'un « urbanisme fictionnel » (Matthey, 2011), dont les effets seraient presque complètement inclus dans le message porté plutôt que dans la réalité des constructions. La compétitivité économique se réalise en attirant des investisseurs : la ville se doit donc d'être attractive et pour ce faire, elle doit avant tout avoir une image séduisante pour le public. L'opération de promotion visuelle et identitaire de la ville prend le nom de *city branding* : cette « marque » de la ville est construite à l'aide de véritables slogans et identités visuelles (logos), lui permettant d'être reconnue et distinguée des autres ⁽²⁾. Une véritable industrie de l'image est mise alors en place dans les institutions locales : des « adjoints à l'image de la ville » travaillent dans les municipalités à la promotion de cette dernière sur la scène nationale et internationale.

Le développement d'une imagerie, nourrissant un discours destiné à la communication du projet, est devenu un élément récurrent dans l'urbanisme contemporain des villes partout dans le monde. Aucun élément du projet n'échappe à la construction du récit, qui devient un véritable gage de sa réussite. L'ensemble de ces opérations se concentrant sur la construction d'un discours sur la ville, font partie de ce que L. Matthey appelle le *storytelling*. En effet, la pratique urbaine a connu un cheminement depuis la technique fonctionnaliste des années 60 et 70, vers la production, dans les années 1980, de ce que B. Secchi a défini des « récits d'urbanisme » (1984), autrement dit la capacité des urbanistes à fabriquer des imaginaires de villes. Issue du domaine de la communication politique, la pratique contemporaine du *storytelling* est une véritable production narrative prenant le dessus sur l'aménagement urbain physique ⁽³⁾, et se confirme comme une mise en récit sélective d'une certaine vision de la ville. Dans ce processus, il y a donc un tri qui s'effectue entre les pratiques et les biens (matériels et immatériels), qu'il vaut la peine de conserver et que l'on veut valoriser sur une scène internationale, et ceux qu'au contraire il ne faut pas montrer.

Les groupes subalternes incarnent ce rôle de « bouc émissaire » (Girard, 1982), nécessaire à la cohésion du groupe autour de cette image gagnante. Dans ce processus, la globalisation semble être un facteur déterminant : en effet, les minorités présentes dans la ville, grâce à la mobilité accrue de la globalisation, catalysent la haine de la société. A. Appadurai (2009) identifie dans les minorités ethniques et les communautés les perdants de la globalisation, ces « petits nombres » dont on a peur. La création d'un « eux » devient indispensable à la cohésion du groupe autour de la narration de la ville. Ainsi, les groupes hégémoniques craignent les minorités subalternes parce que, par leur propre existence, les « *petits nombres représentent un minuscule obstacle entre la majorité et la totalité ou la pureté totale* » (*Ibid.*, p. 83). Ce mécanisme de définition d'un groupe (une minorité) qui prend le rôle de bouc émissaire dans l'organisation de la métropole contemporaine, voit notamment l'émergence de ce qu'Appadurai appelle des « identités prédatrices », se construisant à travers l'extinction d'autres catégories sociales. Le principal argument mobilisé dans ce processus est le fait de se concevoir comme une majorité menacée. Les groupes hégémoniques ? institutions et couches supérieures de la société ? opèrent cette légitimation de soi/délégitimation de l'autre jusque dans la planification urbaine, qui devient dans leurs discours une véritable opération de responsabilisation de ces « sauvages » qui ne savent pas occuper correctement l'espace urbain. Cette menace est constamment évoquée dans les discours sur la ville, surtout quand sont mentionnés des acteurs tiers, comme les touristes ou les étrangers.

Dans cette perspective, la mobilisation des identités prédatrices devient une mission morale dont se chargent les citoyens qui « aiment » la ville. Cet argument de l'attachement à la ville et à son image se mêle à un autre discours très puissant, celui du profit, à travers notamment ce processus que A. Ong qualifie de « capitalisation de la citoyenneté » (2004, cité dans Mellino, 2009). Il s'agit d'une redistribution spatiale des individus en raison de leur capital (économique, culturel, humain), induite par l'organisation néolibérale de la société mondiale, où certains seraient donc « plus citoyens » que d'autres. A. Ong décrit par l'expression « hiérarchisation de la citoyenneté » ce processus de normalisation des pratiques, dans le but de créer des citoyens de série A et de série B, qui trouve ses racines dans l'infériorisation des classes populaires à la base des sociétés coloniales (Festa, 2013).

Nous retrouvons la même structure sur deux niveaux hiérarchisés dans la planification de la métropole contemporaine : d'une part, celle pour les citoyens « responsables », acteurs de leur ville ; de l'autre, celle pour la masse des populations subalternes qui ne peuvent et ne savent prendre en main la chose collective, mais qui sont bénéficiaires de politiques de divers types, ou en tout cas des retombées positives des politiques urbaines générales (*Ibid.*).

La production de la ville, basée sur la domination d'un sujet subalterne interne à la société, se structure donc selon l'imposition d'un pouvoir par une violence de deux types : réelle et symbolique, qui constitue les bases de la délégitimation des groupes subalternes, en justifiant par là-même leur « sacrifice »⁽⁴⁾ (Girard, 1972). Dans les deux cas d'étude de cette recherche, les villes de Naples en Italie et du Caire en Égypte, les arguments dominants visant à délégitimer les groupes subalternes peuvent être de différents types, notamment le mythe du prestige du centre-ville et la classification de certaines pratiques comme « incompatibles » avec son identité, ou encore l'absence de « sens civique », de respect de la ville et de son patrimoine. Un autre argument fortement mobilisé par les aménageurs est la passivité des masses, qui les rendrait réfractaires à tout changement, et donc à tout progrès. Un autre moyen de délégitimation réside ensuite dans la criminalisation des classes populaires, dont l'éloignement et le contrôle deviendraient nécessaires pour la sauvegarde de la collectivité.

À Naples, la Municipalité articule la stratégie phare de requalification du centre historique, le Grand Projet Centre Historique Naples Unesco, autour d'une « vision », autrement dit d'une idée majeure de ce que la ville devrait être, pour se positionner « *au niveau des villes d'art majeures d'Italie et d'Europe* » (Comune di Napoli, 2009, p. 60). Ainsi, la mise en avant d'une image de Naples en tant que ville « *plus sûre, ordonnée et organisée* » (*Ibid.*) se construit autour d'une « identité du site Unesco », qui en devient l'atout principal. Le projet propose de repenser l'ensemble du centre historique en fonction de l'accueil des touristes « *en emphasiant l'appartenance au patrimoine Unesco* », qui devraient se retrouver dans un « musée ouvert » (*Ibid.*). Cette vision idéalisée d'un centre historique complètement consacré au tourisme entre en concurrence avec la reconnaissance du caractère hybride du centre historique de Naples, mêlant monumentalité et fonctions résidentielles, qui devient un problème à traiter.

Au Caire, les aménageurs considèrent la « récupération de valeurs culturelles » comme indispensable au développement des quartiers centraux (AECOM, Associated Consultants, 2010). Cette formulation approximative est toutefois symptomatique de l'utilisation de la thématique de la nostalgie dans l'ensemble du projet pour le centre-ville. Le fait d'affirmer que ces valeurs doivent être *re*-trouvées indique que ces mêmes valeurs existaient dans le passé, et enclenche une vision nostalgique de la ville d'autrefois. La période identifiée comme l'idéal auquel il faudrait revenir est la « Belle époque » du début du XX^e siècle : le fait de parler d'une perte de valeurs, qui sont à rechercher dans cette époque révolue, participe à la légitimation de l'identité fictive construite pour le futur centre-ville. Ainsi, le consensus de la population ne se construit pas uniquement autour d'un aménagement physique d'un quartier, mais autour d'une identité urbaine, d'un ensemble de valeurs culturelles et urbaines présentées comme positives.

Les documents des deux projets étudiés présentent également la question de l'appropriation des lieux comme problématique. Pour les aménageurs du centre historique de Naples, l'appropriation passe par l'adoption de comportements propres à des individus possédant un « sens civique », une « culture du respect du patrimoine », absent chez les habitants actuels. De la même manière, les aménageurs cairotes identifient des territoires où les usages sont « inappropriés » à la valeur et au potentiel du site : commerces de proximité, cafés populaires, garages, les pratiques populaires sont ouvertement considérées comme responsables de la dégradation des espaces centraux. De cette manière, la constatation d'une situation de dégradation urbaine et sociale devient une question morale, une disqualification de ces habitants ne possédant pas de caractéristiques « appropriées » et alimente les discours sur une « mauvaise image » de la ville.

« Orientalisme métropolitain »

Les mécanismes de domination dans les discours et la production urbains participent de ce que le sociologue A. Petrillo a appelé « orientalisme métropolitain ». Son créateur l'utilise à propos de Naples, en puisant à la fois dans l'orientalisme saïdien et dans le méridionalisme italien, pour expliquer la réduction de Naples à un « sujet anthropologique unique », cause de sa propre arriération (Petrillo, *op. cit.*). Les trois éléments principaux de ma réflexion sur la « subalternité métropolitaine » sont issus de la conception du subalterne d'A. Gramsci, de l'orientalisme d'E. W. Saïd et des *Subaltern Studies* indiens.

Après avoir utilisé le terme dans ses premiers *Cahiers de prison*, comme langage métaphorique, Gramsci développe initialement la notion de subalterne dans le *Quaderno 25*, intitulé *Ai margini della storia (Storia dei gruppi sociali subalterni)* (2007). Dans le chapitre *Criteri metodologici*, Gramsci invite la gauche à s'intéresser aux subalternes, de leur simple existence à leur capacité/possibilité de s'insérer dans un parcours d'organisation politique. Ces groupes, bien que dotés de différents degrés de politisation, se trouvent néanmoins « aux marges de l'histoire » et le caractère fragmenté de leurs actions rend impossible la canalisation de leurs compétences dans un processus ordonné (travail qui revient aux intellectuels et aux partis politiques de gauche). Dans un deuxième temps, il étend la notion à la classe ouvrière avancée, qui serait capable, elle, de « défier l'hégémonie » à travers un travail de prise de conscience de soi. Des acceptions culturelles du terme sont également retrouvables dans certains écrits de l'auteur, plus personnels, qui introduisent une réflexion autour du positionnement social et des limites culturelles des sujets subalternes (Liguori, 2011).

Qu'il soit entendu au sens politique, social ou culturel, le subalterne gramscien est avant tout l'un des éléments de la relation dichotomique hégémonie/subalterne, qui sert de grille de lecture des phénomènes sociaux. Gramsci définit la subalternité en tant que « *conception du monde et de la vie à laquelle il est possible d'assigner une précise position socio-culturelle par rapport à d'autres conceptions du monde* »⁽⁵⁾ (Gramsci, cité dans Cirese 1973, p. 68). Son « opposition » aux conceptions du monde « *« officielles », c'est-à-dire propres « des segments des sociétés historiquement déterminées » ou « des groupes dirigeants » ou « de l'État »* » (*Ibid.*) en devient ainsi le caractère distinctif.

L'accueil de la pensée gramscienne par les subalternistes fut biaisé par une lecture partielle des textes originaux, fragmentés et recomposés dans l'exercice de la traduction en anglais. Cette interprétation participe d'un « glissement sémantique » de la notion de subalternité, du domaine politico-économique au domaine culturel (Liguori, *op. cit.*). Ma lecture de la « condition subalterne », inspirée de ces nouvelles interprétations de la subalternité, a pour but de comprendre comment cette dernière est mise en place et manipulée en tant que catégorie culturelle, applicable aux habitants ? qui ont un certain profil social, économique ou ethnique ? dans le but de délégitimer leur présence dans la ville.

Selon E. W. Saïd, la création et la manipulation d'une représentation de l'Orient comme « non-sujet » permet à l'Occident impérialiste ? notamment les Français et les Britanniques ? de contrôler les populations colonisées et de produire sur elles un savoir qui est à la fois un instrument de contrôle de l'Orient et un moyen pour l'Occident de se définir soi-même par rapport à un Autre. Saïd identifie trois acceptions majeures du terme « orientalisme », défini comme « *un mode de mise en relation avec l'Orient basé sur la place particulière que celui-ci occupe dans l'expérience européenne occidentale* » (Saïd, 1999 *op. cit.*, p. 11). Une première acception rentre dans le champ académique : l'orientalisme est l'ensemble des disciplines qui étudient l'histoire, les us et coutumes des populations orientales dans les différents domaines (sociologie, anthropologie, histoire). Une deuxième acception voit une utilisation plus large du terme orientalisme, un style de pensée qui se fonde sur la distinction (ontologique et épistémologique) entre Orient et Occident, et qui a constitué le point de départ de bon nombre d'œuvres littéraires et intellectuelles dans l'histoire. La troisième acception identifiée par Saïd est la plus violente, car il s'agit de l'ensemble des institutions dont l'Occident se sert dans son projet de domination de l'Orient. Saïd montre également comment les auteurs impérialistes ne se questionnent pas sur l'éventuelle infériorité des peuples colonisés, qui est donnée pour acquise. Dans le cadre de la production de la ville, les groupes subalternes sont également considérés par les aménageurs comme incapables de décider pour eux-mêmes, ce qui rend nécessaire et juste d'être gouvernés par des personnes capables de prendre les « bonnes » décisions.

Quant aux *Subaltern Studies*, leur mission principale n'était pas seulement celle de critiquer l'historiographie locale, en mettant sur le devant de la scène les groupes subalternes locaux, mais également de mener une réflexion planétaire visant à déconstruire l'universalisme occidental (Guha, 2002). L'historien R. Guha est le chef de file du groupe des *Subaltern Studies*, mouvement de pensée né en Inde dans les années 1980 et rapidement diffusé surtout dans les milieux intellectuels du Sud. Il a dirigé, pendant les sept premières années, la revue éponyme. Dans le premier volume, il présente le

manifeste des *Subaltern Studies*, les objectifs du mouvement et sa définition de « subalterne », empruntée à Gramsci : selon Guha, sont subalternes « *les groupes sociaux et les éléments qui représentent la différence démographique entre la totalité de la population indienne et tous ceux qui ont été décrits comme faisant partie de l'élite* » (Guha, 1982, p. 8, cité dans Amselle, 2008, p. 107). G. Spivak donne un regard critique des travaux de ses collègues subalternistes, en pointant la nécessité de fuir une « essentialisation du sujet subalterne » : la subalternité n'est pas une condition intrinsèque du sujet, mais une condition relationnelle, qui ne peut être comprise sans concevoir l'existence d'une élite (Spivak, 2002). A la question, est-il possible d'entendre la voix directe des subalternes, Spivak répond avec la théorie derridienne de la « différance ». Selon Derrida, un signe ne produit jamais un signifié stabilisé, au contraire ce dernier est toujours *différé* vers une signification ultérieure. Selon Spivak, ce processus de déconstruction permet de se passer du logocentrisme propre de la pensée occidentale et ainsi de « reconnaître pleinement le rôle de la voix silencieuse dans le texte » (Amselle, *op. cit.*, p. 114).

Le discours comme pouvoir : subalternité interne

L'infériorisation des groupes subalternes dans la planification urbaine ne se borne pas à leur mise à l'écart au moment de la mise en place des projets, aux évictions physiques ou à une privation de services : plus profondément, elle se situe dans la délégitimation opérée par le discours sur la ville, qui précède et parfois substitue l'opération urbaine en soi. Cette délégitimation commence par la construction des subalternes comme « non-sujets ». Dans ce sens, le discours a une fonction de dispositif de pouvoir, en ce qu'il arrive à produire ce qu'il énonce.

En reprenant le concept de H. Bhabha de nation en tant que narration (1990), E. Saïd affirme que « *le pouvoir de narrer ou empêcher à d'autres narratives de se former ou d'émerger, est crucial pour la culture et pour l'impérialisme, et constitue l'un des principaux liens entre l'un et l'autre* » (Saïd, 2000). Le sujet subalterne est alors principalement un sujet auquel on empêche de se raconter, si ce n'est à travers la narration exogène de sa subalternité.

La négation de l'agentivité du sujet subalterne, autrement dit de sa capacité à dire ce qu'il est et à opérer selon une logique propre en autonomie, a été formulée par G. Spivak à travers la notion de « violence épistémique », subie par le sujet subalterne. Elle désigne le colonialisme comme l'exemple majeur de cette forme de violence : « *Le plus clair exemple de cette violence épistémique est le vaste projet, hétérogène et orchestré à distance, de constitution du sujet colonial comme Autre.* » (Spivak, 2006, p. 37). Selon Saïd, la conquête impérialiste des pays orientaux aurait été accompagnée par une « appropriation épistémique », qui aurait de fait construit l'objet « Orient » (Mezzadra, 2008). A l'échelle plus réduite de la production urbaine, le subalterne n'est pas seulement le perdant dans l'organisation urbaine néolibérale mais, plus encore, c'est le sujet qui ne « dit » pas la ville, qui ne s'exprime qu'à travers des visions exogènes.

L'appropriation des codes et des traditions pour des fins de domination est une pratique directement issue du colonialisme, qui avait substitué les structures historiques indiennes par des structures occidentales. Dans ce sens, nous pouvons parler de « racialisation » des pratiques urbaines subalternes, en reprenant une réflexion menée par F. Fanon (1952), qui l'analyse en tant que dispositif de hiérarchisation construit sur le terrain de la race, visant à la subordination d'un groupe social de la part d'un autre. La subalternité, comme la race, devient alors une « *catégorie sociale construite ad hoc : un dispositif de contrôle* » (Curcio, 2012). Ce discours ainsi conçu confère une force majeure au stéréotype, par définition sans profondeur, ainsi qu'à l'opposition nous/eux. En d'autres termes, les caractéristiques simplifiées du discours sur le subalterne permettent à l'hégémonie de se positionner en tant qu'élément dominant de la relation dichotomique.

Dans le processus hégémonique, on passe alors d'une domination théorique, basée sur la force du discours et sur la connaissance, à une domination réelle, possible parce que le discours a guidé les agissements des groupes dominants, forts de la connaissance des subalternes. Ce processus renvoie à l'analyse foucauldienne sur la relation entre pouvoir et connaissance. Selon M. Foucault, « *le discours est l'instrument à travers lequel les institutions exercent leur pouvoir à travers un processus de définition et d'exclusion, d'intelligibilité et de légitimation* » (Storey, 2006, p. 94).

L'historiographie critique devient, dans ce sens, un travail qui consiste à « mesurer des silences » (Spivak, 2006 *op. cit.*, p. 51). En suivant l'analyse de G. Spivak, l'étude postcoloniale de la ville « par le

bas » revient alors à analyser cette distance entre l'urbanisation hégémonique et la fabrication effective de la ville. Cette dernière serait faite plutôt que dite, constituée de « pratiques organisatrices de la ville habitée » : « [de Certeau] précise que, [?] les citoyens « ordinaires » écrivent « le texte » urbain sans pouvoir le lire, qu'ils en ont une « connaissance aveugle ». (Berry-Chikhaoui, 1996, p. 138).

Un « sujet subalterne métropolitain »

En reprenant les principaux auteurs des études postcoloniales et subalternes, ainsi que la théorie de l'orientalisme de leur maître à penser, E. W. Saïd, il est possible de définir les caractéristiques d'un « sujet subalterne métropolitain », qui fait les frais de la globalisation dans sa métropole, mais qui en même temps, par sa propre existence, montre que la narration de la ville globalisée, telle qu'elle est présentée par les aménageurs, ne peut prétendre à l'universalité. L'« orientalisme métropolitain » est visible dans les discours aménageurs qui font référence au vocabulaire de la globalisation, mais également dans le discours dominant au sein de « l'opinion publique » (Bourdieu, 1973). Les phénomènes observés dans les deux cas d'étude peuvent être interrogés sous l'angle de l'orientalisme en raison de la supériorité acquise par une catégorie de citoyens par rapport à une autre, et des connaissances et des orientations des politiques urbaines fondées sur cette supériorité.

Les sujets subalternes sont définis de manière différentielle, comme le paysan indien chez R. Guha. Ils sont un groupe social « en creux », en négatif : l'appartenance à ce groupe est toujours définie de manière exogène, par des acteurs extérieurs. Ainsi, les groupes dominants décident qui fait partie des groupes subalternes, à travers la définition en négatif de tout ce qui manque à un citoyen « comme il faut ». Comme dans la « condition noire » proposée par P. NDiaye (2008) dans son étude sur les minorités noires de France, la « condition » du sujet subalterne métropolitain est une hétéro-identification, autrement dit ce sont les autres qui identifient les sujets intéressés comme des subalternes, en raison de leur apparence (vêtements, attitudes corporelles, façons de parler), de leurs pratiques dans l'espace urbain (organisation du logement, modalités de rencontre en public, pratiques de travail) ou de ce qu'ils « ne sont pas ». Dans ce sens, ils peuvent être identifiés comme des individus minorés, autrement dit faisant partie d'une minorité au sens sociopolitique ⁽⁶⁾.

La subalternité peut être également rapprochée du concept d'identité « fine », proposée encore une fois par NDiaye. La « condition subalterne » serait ainsi assimilable à une « identité fine » ⁽⁷⁾, car elle ressemble un groupe hétérogène de personnes, qui ne partagent pas forcément autre chose que l'expérience de la domination subie. Dans ce sens, le fait d'être un « subalterne » n'est pas un choix identitaire, mais une assignation.

Une autre élément clé de la définition du sujet subalterne métropolitain peut être identifié comme « paradoxe de la temporalité » : l'infériorisation des sujets subalternes passe par une négation de leur contemporanéité (*coevalness*). Ce concept a été analysé par D. Chakrabarty (2009), à propos de la vision qui met la pensée occidentale au centre de n'importe quel phénomène, pour s'élargir ensuite au « reste du monde ». Ainsi, les groupes dominants assignent aux subalternes une singularité empêchant toute formation du politique collectif, nécessaire à la construction d'une agentivité (Spivak, 2005). Les groupes subalternes métropolitains subiraient, à une échelle différente, cette même « négation de l'agentivité », autrement dit de leur capacité à se dire et à formuler des pratiques et une vision du monde autonomes, et ils seraient placés dans une condition infantilisante de « pas encore » arrivés au même stade que les autres (Cirese, *op. cit.*). Ainsi, les pratiques des groupes subalternes ne sont pas lues comme des visions et des organisations alternatives, différentes, relevant d'un ordre propre des choses, mais comme des échecs par rapport à une norme collectivement admise. Néanmoins, la présence historique de l'élément subalterne rend son atemporalité paradoxale : les groupes subalternes ne sont pas extérieurs à la ville et à sa population, mais en forment le noyau historique, à partir duquel l'image de la ville a été créée et diffusée dans le monde. Ceux qui font de l'orientalisme métropolitain se battent alors contre les images de leur propre histoire.

Le caractère « métropolitain » du sujet subalterne concourt, quant à lui, d'un déplacement du rapport « nous-eux » à l'intérieur des limites de la ville, avec l'industrialisation et l'urbanisation massive de la planète. Ces phénomènes déplacent l'Autre à l'intérieur même des villes : comme l'Orient dans le processus saïdien, les groupes subalternes permettent au « nous » de la société urbaine de se représenter eux-mêmes en se différenciant d'un « autre », un « soi imparfait », grâce auquel « nous » pouvons apprécier nos propres qualités. Les pauvres urbains « ne sont pas l'altérité absolue, comme l'Orient, mais l'identité imparfaite » (Cazzato, 2012).

Le sujet subalterne est « métropolitain » également en raison de l'urbanisme qui, en quelque sorte, le produit comme tel. Comme évoqué plus haut, l'urbanisme actuel organise la fabrication de la ville autour d'un modèle de citoyen/citoyen « méritant » et produit un discours construit sur ce même modèle d'individu. La rhétorique du citoyen « comme il faut » est ainsi une rhétorique typiquement métropolitaine, directement liée à l'urbanisme néolibéral et à l'imaginaire individualiste du capitalisme (et à ses valeurs) : le citoyen « approprié » sera un individu actif, au capital culturel et économique lui permettant d'adopter les pratiques d'habitat, de consommation culturelle et économique qui contribuent à l'attractivité de la ville. Même si tout le monde est urbain, et que donc l'individu subalterne peut être défini en citoyen (il vit en ville), il n'est pas considéré en tant que citoyen comme les autres. Dans ce sens, le citoyen serait plutôt le « citadinisé » (Deboulet, 1996), celui qui a accédé (par l'adhésion à un modèle dominant) à un statut d'individu qui participe à part entière à la vie de la communauté, autrement dit aux processus décisionnels, à la définition identitaire dominante diffusée à l'extérieur, bref à l'exercice du « droit à la ville » (Lefebvre, 2009).

Dans mes études de cas, la « condition subalterne » est une vulnérabilité potentielle urbaine, liée à des pratiques d'occupation de l'espace qui construisent des espaces de liberté et de compétence dans un environnement normé (Pinson, 1993). Ce positionnement permet d'explorer non seulement le clivage entre la norme imposée et les pratiques, mais également d'interroger les mécanismes qui font de cette stigmatisation un pilier des discours porteurs de l'urbanisme. Ainsi, la « condition subalterne » est directement liée à la production urbaine, non seulement à travers l'étude des pratiques des habitants, qui nous informent sur leurs « compétences » à façonner la ville (Berry-Chikhaoui, Deboulet, 2000), mais aussi dans l'articulation entre ces pratiques et leur délégitimation comme argument central d'un urbanisme qui se veut progressiste.

Cette « condition » relaye une assignation identitaire exogène, attribuée à une minorité par une majorité dominante. Cependant, l'optique orientaliste démontre que c'est justement l'existence de cette minorité qui remet en cause l'universalisme de la condition dominante : si « le « mineur » est ce qui remet en question le « majeur » » (Chakrabarty *op. cit.*, p. 140), l'existence des groupes subalternes métropolitains, en tant que minorité, questionne le discours urbain dominant. Dans ce sens, les pratiques des groupes subalternes représentent les signes d'une production « postcoloniale » de la ville, qui fait pression sur l'urbanisme dominant.

La production de la ville « par le bas »

L'existence de pratiques « par le bas » découle du positionnement de ces mêmes pratiques dans un système hiérarchisé de valeurs. L'expression « par le bas » est issue des *Subaltern Studies*, qui travaillent à la *history from below*, afin de rompre l'universalisme de l'historiographie indienne dominante. Plus généralement, l'« histoire par le bas » correspond à l'inclusion de l'histoire des minorités dans l'histoire nationale, dont elles avaient jusque-là été exclues : « par le bas » signifie alors propre à la minorité. De même, nous pouvons concevoir la « production urbaine par le bas » comme l'analyse de ces pratiques et modes de vie caractéristiques des groupes minorés de la ville.

La production urbaine par le bas, constituée par les pratiques d'occupation et de représentation de l'espace des groupes subalternes, devient très visible dans les interstices de la ville dominante, autrement dit dans les quartiers paupérisés des centres-villes choisis comme cas d'étude. L'appropriation de l'espace limitrophe au logement constitue l'une des formes les plus visibles de cette pratique de l'espace micro-local, autrement dit se déployant de l'habitat aux pratiques de voisinage, au travail. Si le logement constitue un espace localisé de définition de soi-même, et de délimitation entre un dedans et un dehors, les seuils accompagnent le passage de l'intime au privé, jusqu'au public, permettant également de situer l'habitation par rapport à son système ⁽⁸⁾ (de Radkowski, 2002). Dans les *bassi* napolitains ⁽⁹⁾, la fenêtre et la porte sont presque toujours ouvertes, à la fois pour créer un prolongement avec l'espace limitrophe et pour laisser pénétrer le quartier à l'intérieur de la maison. L'espace immédiatement extérieur au logement, malgré son statut public, est occupé par des objets et des marquages plus ou moins durables : chaises, tables, étendoirs à linge, jusqu'à la construction de délimitations et grilles ornementales, les habitants brouillent les limites « officielles » entre espace privé et public. Dans les quartiers populaires caiotes, si la porte reste fermée, les habitants se déplacent à l'extérieur : des chaises à côté de la porte d'entrée permettent de prendre part à la vie collective du quartier et d'accueillir les voisins. D'un côté donc, il y a le désir ? et le besoin ? d'augmenter l'espace dont on dispose pour la construction de l'intimité ; de l'autre, cette même intimité est faite du partage de la vie quotidienne avec les voisins et les proches.

L'espace public peut être fortement approprié également par des pratiques liées au travail : au Caire, des vitrines greffées sur les façades des immeubles historiques du centre-ville, présentent des marchandises diverses, souvent des cigarettes et autres petits objets. Les vendeurs sont assis sur une chaise en plastique juste devant la vitrine, ce qui leur permet de se créer un espace de lien social avec les autres vendeurs du quartier, le concierge de l'immeuble ou encore les clients des cafés populaires. Si les échoppes plus ou moins éphémères constituent l'une des formes de commerces les plus répandues au Caire, en centre-ville comme dans les quartiers populaires, ce degré-presque-zéro de la boutique, qui ne repose que sur une vitrine d'exposition de la marchandise, est ce qui précède la vente ambulante à même le sol. À différence de cette dernière, elle permet néanmoins de s'ancrer dans un espace bien précis, celui de l'emplacement de la vitrine, et de le constituer comme sien, en permettant au vendeur à la fois de fidéliser une clientèle de proximité, et de se créer un réseau de relations au niveau micro-local. À Naples comme au Caire, la vente de fruits et légumes ou de pain à partir de camionnettes ou de voitures est très répandue : cette mobilité permet aux commerçants de se déplacer et d'atteindre le plus de clients possibles, même dans les petites venelles secondaires. Ces activités commerciales informelles reposent sur la présence physique visible dans l'espace du quartier et sur la confiance que le commerçant établit avec ses clients : l'une des habitudes qui démontre le plus clairement l'importance de cette relation de confiance est la pratique napolitaine du « panier » ⁽¹⁰⁾.

L'analyse « par le bas » de l'appropriation de l'espace de la part des classes subalternes nous amène à dépasser les stéréotypes et à inverser les schémas de lecture de l'utilisation de l'espace. Il apparaît que l'occupation populaire de l'espace urbain non seulement n'est pas sauvage, mais qu'en plus elle répond à des représentations, des connaissances des lieux et des besoins très précis, et qu'elle est le signe d'une résistance à l'urbanisation hégémonique (Clerval, 2011 ; Giroud, 2007). L'appropriation sort l'habitant d'une condition de dominé par l'élite technocratique et lui permet d'exprimer une agentivité indispensable à la production urbaine. Ainsi, à travers l'appropriation, l'habitant produit son espace domestique et « parvient à maîtriser le milieu extérieur » (Pinson, *op. cit.*, p. 151).

Cette capacité des groupes subalternes à renverser le discours délégitimant, est visible à la fois dans les pratiques de l'espace, qui sont des réinvestissements d'espaces « dominants », et dans les significations qui sont données à ces espaces et à ces pratiques. Ce processus peut être rapproché de ce qu'A. Appadurai (2004) a défini la capacité des pauvres de « naviguer à vue », autrement dit de se construire un avenir dans un contexte de privation d'opportunités. Dans ce sens, les pratiques et les significations de l'espace des groupes subalternes peuvent constituer des formes de résistance en ce qu'elles leur permettent d'aspirer et de construire des espaces de félicité.

Dans son analyse des « aspirations » des pauvres, Appadurai rejoint l'approche de la « capacité » de A. Sen (2000), qui prône une conception de l'égalité fondée sur l'accomplissement de son bien-être et les réels choix et possibilités de l'accomplir au cours de son existence. Si les préoccupations de Sen sont économiques, Appadurai se concentre sur l'aspect anthropologique de la question, à savoir il interroge les mécanismes culturels à la base de l'organisation du futur pour les sujets. En effet, selon Appadurai, « les pauvres ne sont pas des gens simples ou des révolutionnaires cachés. Ils sont des survivants. Et ce qu'ils recherchent stratégiquement (même sans une théorie mise en forme) est d'optimiser les termes de la négociation entre reconnaissance et redistribution dans leurs existences actuelles et locales » (*op. cit.*, p. 8). De la même manière, je n'attribue pas aux citoyens subalternes des velléités révolutionnaires conscientes et précises, mais j'insiste sur la nécessité d'analyser leurs pratiques de « survie », autrement dit l'organisation de leur existence pratique et de leur signification de la ville, afin de déceler les contradictions dans l'urbanisation hégémonique.

Les différentes pratiques et appropriations urbaines peuvent ainsi être lues selon l'approche proposée par Appadurai sur la « capacité à aspirer », autrement dit la capacité à faire valoir sa voix et son droit à l'organisation de l'espace à travers la resignification des codes dominants. La capacité d'aspirer devient alors « la capacité de débattre, de contester, d'interroger et de participer de manière critique » (*Ibid.*, p. 13). Dans ce sens, l'organisation de la ville par les groupes subalternes peut être rapprochée de ce que P. Chatterjee (2009) a défini « société politique », cet espace de réappropriation et adaptation des codes et des mécanismes de la politique, dans le but de satisfaire un certain nombre de besoins (pas seulement matériels), propres aux groupes subalternes. L'objectif est l'accès des plus pauvres à une forme d'action politique structurée autour de leurs pratiques et leurs conceptions du monde, et donc plus apte à poursuivre leurs propres aspirations. Les formes de cette action politique (ou urbaine), se concrétisent dans la déconstruction et la reconstruction des mécanismes politiques dominants et dans la ritualisation des pratiques.

Négociations politiques micro-locales : le pouvoir

créateur de l'interstice

Plusieurs auteurs ont travaillé sur la « politique des gouvernés » (*Ibid.*), autrement dit sur la possibilité pour les subalternes d'être des acteurs à part entière de leur avenir. Cette politique prend des formes différentes de celles de la politique « officielle », et se confirme plus comme une action intrinsèque à la vie quotidienne, liée aux pratiques « ordinaires ». Selon A. Bayat (2010), les groupes subalternes agissent selon des dynamiques d'occupation et d'appropriation de l'espace qui « empiètent silencieusement » sur l'espace dominant. Ces pratiques diffèrent des pratiques de survie au quotidien, en ce qu'elles ne se font pas aux dépens d'autres individus issus des groupes populaires, mais bien de l'État et des élites. L'auteur cite en exemple le fait d'obtenir l'électricité de manière informelle à partir de centrales publiques, ou encore de « gratter » sur le temps de l'emploi formel pour pouvoir avoir un second travail. Les occupations de l'espace présentées dans cet article peuvent être lues comme des « empiètements » progressifs de l'espace urbain dominant. Par exemple, les vendeurs ambulants qui profitent de l'attractivité touristique sont très nombreux, surtout aux abords des monuments du centre historique de Naples. Les extensions des *bassi* dans la rue, par des vérandas ou des « balcons », sont également des empiètements sur un espace public vécu comme « non-appropriable ». Plus généralement, la présence quotidienne des groupes subalternes dans le centre-ville, et plus particulièrement dans les espaces patrimoniaux, dépasse les limites de la visibilité (ou de l'invisibilité) jusqu'à en devenir dérangeante.

A. Bayat a qualifié ces formes de politiques fragmentées et non organisées collectivement de « nonmouvements », autrement dit des mobilisations orientées sur l'action plutôt que sur le discours, et sur l'action propre aux pratiques ordinaires de la vie quotidienne (*Ibid.*). Le but, selon l'auteur, est d'obtenir ce dont on a besoin, plutôt que de le revendiquer. Cette vision permet de dépasser le stéréotype de l'inorganisation et de la fragmentation de l'action des subalternes, pour ensuite la décortiquer et en comprendre les différenciations et même les conflits. En effet, tous les individus faisant partie des groupes subalternes ne se ressemblent pas forcément : au delà des différences de situation sociale, d'histoire personnelle et de perspectives futures, ils se distinguent également par la portée politique de leurs actions.

Au Caire comme à Naples, il est possible de retrouver des exemples de négociations micro-locales qui se situent en dehors de la politique des dominants. Ces expériences se caractérisent par le fait d'investir des espaces bien précis, qui en deviennent des espaces interstitiels. En effet, qu'il s'agisse d'une placette où les voisins se retrouvent, ou d'une ruelle qui sert de prolongement à l'habitation, ou encore d'un immeuble qui a été réapproprié pour des usages différents de ceux d'origine, ces lieux sont des espaces qui « restent soustraits à la domination de l'espace majeur ». (Hatzfeld, Hatzfeld, Ringart, 1998, p. 37). Dans ce sens, leur caractère interstitiel n'est pas seulement physique, mais issu des pratiques des populations qui l'occupent, et du positionnement de ces mêmes populations dans une hiérarchie socio-culturelle. Par exemple, les ruelles napolitaines sont au cœur de la ville historique et peuvent, dans ce sens, être conçues comme faisant partie de l'« espace majeur » ; cependant, leur appropriation en tant que prolongement du logement les rend des espaces dont l'usage ne correspond pas à la pratique attendue selon la conception dominante. Également, l'organisation des ruelles donne naissance à des pratiques spécifiques, parfois considérées comme déviantes, de par cette condition physique d'espace « à part ». Un raisonnement similaire peut être fait pour les passages couverts dans le centre-ville du Caire, qui sont de fait « privatisés » par la mise en place d'une fréquentation parallèle, à la micro-échelle, de la part des couches populaires. Dans ce cas l'usage a également mené à un détournement de fonction par rapport à une vision dominante (qui se rapprochait plus de l'élégance des passages parisiens). Le paradoxe des espaces investis par les groupes subalternes réside alors dans le fait d'être d'un côté des espaces fortement visibles et centraux ? géographiquement et dans les représentations de la ville ?, et de l'autre, d'avoir été profondément transformés dans l'usage par une appropriation essentiellement populaire, qui par sa présence a rendu ces espaces des interstices de la ville dominante.

À travers quelles dynamiques les pratiques subalternes, dans les espaces interstitiels, peuvent agir sur une transformation de la ville, soit-elle « par le bas » ? H. Hatzfeld, M. Hatzfeld et N. Ringart identifient trois types majeurs d'influence sur la ville, qui correspondent à trois modes de lecture de l'espace urbain : « la ville solide », les « flux » et le « langage symbolique » (*Ibid.*, p. 121).

Les pratiques des groupes subalternes, concourent en effet à une transformation de la ville qui peut être liée à ses éléments physiques (constructions, aménagements), ou aux usages (informalité, mobilité), mais qui surtout agit sur la ville au niveau symbolique, autrement dit en ce qui concerne la production de sens. Ainsi, ces activités ne sont pas à considérer comme des présences mécaniques, mais comme des données alternatives dans la production d'un sens général, une reconfiguration de l'espace majeur par l'action des

interstices. Ces derniers sont créés par l'action des groupes subalternes : dans ce sens, l'organisation du logement jusque dans la ruelle [fig.1], les pratiques d'occupation d'espaces clé liées au travail ou au loisir [fig.2], les initiatives autonomes des habitants et leur investissement de l'espace [fig.3] sont des produits politiques à part entière, ou plus exactement, des formes d'« infrapolitique » ⁽¹⁾ (Scott, 2008, p. 216), pouvant préparer une résistance ouverte.



Fig.1 : Le prolongement du logement dans l'espace public reconfigure les limites entre espace privé et espace public. A gauche, Naples ; à droite, Le Caire. (© Marta PAPPALARDO, 2013)



Fig.2 : Les groupes subalternes s'approprient les espaces patrimoniaux en leur conférant des significations alternatives. A gauche, Naples ; à droite, Le Caire. (© Marta PAPPALARDO, 2013)



Fig.3 : La présence et la visibilité des groupes subalternes dans l'espace, à travers des pratiques associatives, collectives, politiques. A gauche, Naples ; à droite, Le Caire. (© Marta PAPPALARDO, 2013)

Quelles résistances ?

L'analyse des formes d'investissement du centre-ville par différents groupes sociaux donne un aperçu de la complexité de pratiques et d'usages sur les territoires centraux. La réflexion sur cette complexité constitue la clé pour la compréhension de ces quartiers et des transformations urbaines en cours, tant au niveau matériel qu'au niveau des représentations. Les pratiques micro-locales peuvent nourrir un registre alternatif des pratiques urbaines, dont l'analyse apporte deux éléments fondamentaux à la compréhension de la ville contemporaine : d'un côté la mise en place d'un moyen de faire entendre la voix des sujets subalternes au-delà de tout logocentrisme, permettant ainsi le dépassement de cet « échec cognitif » déjà dénoncé par G. Spivak (2006 *op. cit.*) ; de l'autre, la reconnaissance de la non-universalité du modèle de la ville contemporaine, et de l'impossibilité pour l'urbanisme globalisé de satisfaire les exigences de l'ensemble de la population.

Qui sont les subalternes ? Ma recherche tente de répondre (partiellement) à cette question. L'étude de leurs pratiques permet d'observer une grande variété d'appropriations quotidiennes de l'espace urbain, mais également des degrés très variables d'investissement dans ce même espace, au niveau individuel (le logement, le travail) ou collectif (les associations, les cérémonies religieuses, les manifestations politiques). Devant une délégitimation qui efface les différences et englobe l'ensemble des acteurs dans un moule stéréotypé d'inertie, informalité et mauvaise conscience urbaine, quelles sont les « résistances » possibles ? Et comment celles-ci peuvent être analysées sans tomber dans le stéréotype inverse, celui d'une population subalterne unie et forcément active face à la domination ? Si les mobilisations, individuelles ou collectives, peuvent être facilement interprétées comme des formes de résistance, d'autres éléments, comme les pratiques quotidiennes, la transformation de la ville au niveau symbolique ou encore le questionnement de l'ordre dominant, sont des résistances moins évidentes.

La vision de M. de Certeau (1990) de l'appropriation comme « seconde production », permet d'aborder les pratiques subalternes comme « arts de faire », des « manières d'utiliser des systèmes imposés » permettant de construire une résistance ⁽¹²⁾. Grâce à ces tactiques de contournement et de détournement, les groupes subalternes organisent une action politique dont la performance se situe dans les pratiques quotidiennes.

À Naples, les locaux dénommés *bassi*, utilisés comme logement, ne sont pas des habitations « par défaut », passivement occupées en absence de mieux : ils deviennent au contraire le noyau d'une appropriation singulière de l'espace urbain, qui ne pourrait se faire dans une autre forme d'habitat. La réélaboration et la réappropriation d'éléments dominants dans un but de résistance peut être analysée également dans les pratiques de détournement des espaces dans les quartiers historiques du Caire, où les transformations des immeubles d'époque moderne servent à consolider la présence des groupes

subalternes, en adaptant les espaces intérieurs et extérieurs à leurs modes de vie. Les grands appartements bourgeois laissent la place à des ateliers obtenus par le morcellement des espaces, tout comme les passages et les cours deviennent les lieux privilégiés des cafés populaires. Ces réinterprétations de formes pensées à l'origine pour abriter des pratiques propres aux groupes dominants, constituent des modalités de production urbaine à part entière.

En suivant encore de Certeau, ce savoir-faire de réappropriation et de transformation, véritable acte politique, n'est pas su mais il est mis en œuvre en restant inconscient. Cela ne signifie pas que les groupes subalternes soient incapables d'organisation et d'agentivité, mais qu'il s'agit d'un savoir qui se structure en dehors de la parole, autrement dit au-delà des canaux dominants : dans ce sens, c'est une production de la ville (matérielle et symbolique) pleinement postcoloniale.

La possibilité d'une résistance des groupes subalternes, à travers leurs pratiques, renvoie à la théorie de J. Scott sur le « texte public » et le « texte caché » (*op. cit.*). L'auteur s'intéresse aux interactions entre les dominants et les dominés, et à celles à l'intérieur des groupes respectifs : pour chacun d'entre eux il démontre l'existence d'un « texte public », autrement dit d'une action politique officielle et mise en œuvre dans l'interaction, et d'un « texte caché », celui que les groupes gardent respectivement pour l'entre-soi, et qui n'entre dans l'interaction qu'à travers des formes déguisées. Ce dernier n'est donc pas issu d'un discours, mais de comportements et de pratiques. Ses caractéristiques le situent, socialement et spatialement.

Le caractère de résistance qui peut être attribué aux pratiques des groupes subalternes est ainsi à lire de manière relationnelle. Les pratiques ne sont pas alternatives dans leur essence, mais de par leur positionnement par rapport à un modèle dominant. Elles produisent des espaces urbains alternatifs, que les élites ne comprennent et ne maîtrisent pas, et constituent l'élément dérangeant à travers lequel les sujets subalternes peuvent affirmer leur agentivité. A. Bayat (*op. cit.*) parle dans ce sens de l'utilisation « active » de l'espace urbain comme une forme de « politique de rue », qui se manifeste sous la forme d'un conflit entre le « peuple » et les autorités publiques.

Conclusion : de la production urbaine à la production de savoirs ?

Dans cet article, j'ai interrogé les pratiques discursives dominantes, face aux pratiques d'occupation et d'organisation de l'espace des dominés. Les situations étudiées ont révélé l'existence d'une production de la ville à la micro-échelle, malgré les tentatives d'effacement, de manipulation, voire parfois de criminalisation portées dans les discours des aménageurs et des autres catégories dominantes de la société. La production de la ville n'est cependant pas seulement une production d'espaces physiques (aménagement) ou une production politique (gouvernance). En effet, toute pratique urbaine s'accompagne de la production de savoirs, et plus particulièrement de « savoirs situés » (Haraway, 1988). Ces savoirs permettent ainsi d'analyser la fabrication urbaine par le décentrement, autrement dit par une action de multiplication des pensées, dans un esprit décolonial.

La production de sens résultant des pratiques urbaines des groupes subalternes peut constituer non seulement une fabrication alternative de la ville, mais plus encore une complexification de la pensée urbaine. H. Bhabha parle de « différence culturelle », dans le sens d'une ré-articulation des connaissances propres à la culture hégémonique dans la perspective de la « singularité signifiante » de l'« autre », qui résiste à sa dynamique totalisante. Cette perspective ne va pas simplement s'ajouter à la culture officielle, mais la complexifie, introduisant un élément qui « trouble le calcul du pouvoir et de la connaissance en produisant d'autres espaces de signification subalterne » (Bhabha, *op. cit.*, cité dans Cariello, 2006, p. 103). Ce point de vue supplémentaire, qui vient mettre en cause l'unicité du point de vue officiel, et donc multiplie les points de vue, est fortement déstabilisant pour la narration univoque du sujet dominant.

Cette vision permet notamment de construire et d'explorer une pensée sur la ville qui se veut non-hégémonique, car elle se construit à partir de savoirs et pratiques luttant contre une condition de subalternité. Ainsi, ce décentrement ne représente pas seulement un enjeu de politique ou de production urbaine, mais de manière plus profonde, la reconnaissance de l'existence de savoirs différents et la construction d'une épistémologie « provincialisée » (Chakrabarty, *op. cit.*), contre l'« épistémicide » (de Sousa Santos, 2016) vécu par les instances subalternes. Les pratiques quotidiennes doivent alors constituer

une forme innovante de fabrication de la ville, à travers laquelle interroger la diversification de la pensée urbaine.

Bibliographie :

AECOM, Associated Consultants, « Revitalization and Upgrading of the Central Zone of Khedive's Cairo ? Master Plan Report », 2010.

AMSELLE Jean-Loup, *L'Occident décroché. Enquête sur les postcolonialismes*, Paris : Stock, 2008.

APPADURAI Arjun, « The capacity to aspire : culture and the terms of recognition », dans VIJAYENDRA Rao, WALTON Michael (dir.), *Culture et public action*, Palo Alto : Stanford University Press, 2004, pp. 59-84.

APPADURAI Arjun, *Géographie de la colère. La violence à l'âge de la globalisation*, Paris : Payot, 2009.

BAYAT Asef, *Life as Politics. How Ordinary People Change the Middle East*, Amsterdam : Amsterdam University Press, 2010.

BERRY-CHIKHAOUI Isabelle, « Devenir citoyen et (ré)inventer la ville : l'exemple des habitants du faubourg Sud de la Médina de Tunis », dans LUSSAULT Michel, SIGNOLES Pierre (dir.), *La citoyenneté en questions*, Tours : Urbama, Université de Tours, 1996, pp. 129-139.

BERRY-CHIKHAOUI Isabelle, DEBOULET Agnès (dir.), *Les compétences des citoyens dans le Monde arabe. Penser, faire et transformer la ville*, Paris : Karthala, 2000.

BHABHA Homi, *Nation and narration*, New York : Routledge, 1990.

BOURDIEU Pierre, « L'opinion publique n'existe pas », *Les temps modernes*, n.318, janvier 1973, pp. 1292-1309. Disponible en ligne : <http://www.homme-moderne.org/societe/socio/bourdieu/questions/opinionpub.html>.

CARIELLO Marta, « Non arrivo a mani vuote. Tragitto da sud di Ahdaf Soueif », in CHAMBERS Iain (dir.), *Esercizi di potere. Gramsci, Said e il postcoloniale*, Roma : Meltemi, 2006, pp. 101-110.

CAZZATO Luigi, « Oriente within, Nord without : il meridionismo e i romantici inglesi », *Altre modernità/Otras modernidades/Autres modernités/Other Modernities*, Saggi/Ensayos/Essais/Essays, n.8, 11/2012. Disponible en ligne : <https://riviste.unimi.it/index.php/AMonline/article/view/2561>

CERTEAU (de) Michel, *L'invention du quotidien, I : Arts de faire*, Paris : Gallimard, 1990.

CHAKRABARTY Dipesh, *Provincialiser l'Europe*, Paris : Amsterdam, 2009 [2000].

CHATTERJEE Partha, *Politique des gouvernés : Réflexions sur la politique populaire dans la majeure partie du monde*, Paris : Amsterdam, 2009 [2004].

CIRESE Alberto Mario, *Cultura egemonica e culture subalterne : Rassegna degli studi sul mondo popolare tradizionale*, Palermo : Palumbo, 1973.

CLERVAL Anne, « L'occupation populaire de la rue : un frein à la gentrification ? L'exemple de Paris intra muros », *Espaces et sociétés*, 2011/1, n.144-145, pp. 57-61. Disponible en ligne : <http://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2011-1-page-55.htm>.

Comune di Napoli, « Documento di Orientamento Strategico e Preliminare di Programma Integrato Urbano per il Centro Storico Patrimonio Unesco », 2009. Disponible en ligne : <http://www.comune.napoli.it/flex/cm/pages/ServeBLOB.php/L/IT/IDPagina/10188>.

CURCIO Anna, « Un paradiso abitato da diavoli?... o da porci. Appunti su razzializzazione e lotte nel Mezzogiorno d'Italia », *Uninomade*, 2012. Disponible en ligne : <http://www.uninomade.org/un-paradiso-abitato-da-diavoli-o-da-porci/>.

DEBOULET Agnès, « Devenir citoyen? ou partir à la conquête des droits urbains élémentaires : exemples tirés de faubourgs récents du Caire », dans LUSSAULT Michel, SIGNOLES Pierre (dir.), *La citoyenneté en questions*, Tours : Urbama, Université de Tours, 1996, p. 141-157.

FABRIQUE DE LA CITE (la), *L'attractivité des villes. Etude menée de janvier à avril 2010. Synthèse*, 2010

FANON Frantz, *Peau noire, masques blancs*, Paris : Seuil, 1952.

FESTA Ferdinando, « Orientalismo all'italiana. Una genealogia del razzismo antimeridionale al tempo della crisi », *Carmilla online*, 2013. Disponible en ligne : <https://www.carmillaonline.com/2013/06/25/orientalismo-allita>

GIRARD René, *La violence et le sacré*, Paris : Éditions Bernard Grasset, 1972.

GIRARD René, *Le Bouc émissaire*, Paris : Grasset, 1982.

GIROUD Matthieu, *Résister en habitant ? Renouveau urbain et continuités populaires en centre ancien (Berriat Saint-Bruno à Grenoble et Alcântara à Lisbonne)*, thèse de doctorat en Géographie sous la dir. de Françoise DUREAU, Université de Poitiers, 2007. Disponible en ligne : <https://tel.archives-ouvertes.fr/file/index/docid/200103/filename/TheseMGiroud.pdf>.

GRAMSCI Antonio, *Quaderni del carcere*, 2007 [1948], Torino : Einaudi, 4 voll.

GUHA Ranajit, « A note on the terms of 'Elite?', 'People?', 'Subaltern?', etc. », dans GUHA Ranajit (dir.) *Subaltern Studies I, Writings on South Asian History and Society*, Delhi : Oxford University Press, 1982.

GUHA Ranajit, SPIVAK Gayatri Chakravorty (dir.), *Subaltern Studies, modernità e (post)colonialismo*, Verona : ombre corte, 2002.

HARAWAY Donna, « Situated Knowledges : The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective », *Feminist Studies*, n.14, 1988, pp. 575-599.

HATZFELD Hélène, HATZFELD Marc, RINGART Nadja, *Quand la marge est créatrice : les interstices urbains initiateurs d'emploi*, Paris : Éditions de l'Aube, 1998.

LEFEBVRE Henri, *Le droit à la ville*, Paris : Economica, 2009 [1968].

LIGUORI Guido, « Gramsci e la cultura proletaria », *Gramsci Italia*, 2011. Disponible en ligne : <http://www.gramscitalia.it/bermani.htm>.

MATTHEY Laurent, « Urbanisme fictionnel : l'action urbaine à l'heure de la société du spectacle »,

Me?tropolitiques, 2011. Disponible en ligne :
<https://www.metropolitiques.eu/+urbanisme-fictionnel-+.html>.

MELLINO Miguel, « Cittadinanze postcoloniali. Appunti per una lettura postcoloniale delle migrazioni contemporanee », *Studi Culturali*, n.2, 2009. Disponible en ligne : <http://uninomade.org/wp/wp-content/uploads/2012/05>

MEZZADRA Sandro, *La condizione postcoloniale. Storia e politica nel presente globale*, Verona : ombre corte, 2008.

NDIAYE Pap, *La condition noire. Essai sur une minorité française*, Paris : Calmann-Lévy, 2008.

ONG Aihwa, « Splintering Cosmopolitanism : Asian Immigrants and Zones of Autonomy in the American West », dans BLOM HANSEN Thomas, STEPPUTAT Finn (dir.), *Sovereign Bodies. Citizens, Migrants and States in the Postcolonial World*, Princeton : Princeton University Press, 2004.

PETRILLO Antonello, « Orientalismo metropolitano », *Il Manifesto*, 03 octobre 2012. Disponible en ligne : <https://www.micciacorta.it/2012/10/orientalismo-metropolitano/>.

PINSON Daniel, *Usage et architecture*, Paris : L'Harmattan, 1993.

RADKOWSKI (de) Georges-Hubert, *Anthropologie de l'habiter. Vers le nomadisme*, Paris : Presses Universitaires de France, 2002, 166 p.

SAID Edward Wadie, *Culture et impérialisme*, Paris : Fayard/Le Monde Diplomatique, 2000 [1993].

SAID Edward Wadie, *Orientalismo*, Milano : Feltrinelli, 1999 [1978].

SANTOS Bernardo de Sousa, *Épistémologies du Sud : mouvements citoyens et polémique sur la science*, Paris : Desclée de Brouwer, 2016.

SCOTT James C., *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Paris : Amsterdam, 2008 [1990].

SECCHI Bernardo, *Il racconto urbanistico. La politica della casa e del territorio in Italia*, Torino : Einaudi, 1984.

SEN Amartya, *Repenser inégalité*, Paris : Seuil, 2000.

SPIVAK Gayatri Chakravorty, *Les subalternes peuvent-elles parler ?*, Paris : Amsterdam, 2006 [1988].

SPIVAK Gayatri Chakravorty, « Subaltern Studies : decostruire la storiografia », dans GUHA Ranajit, SPIVAK Gayatri Chakravorty, *Subaltern Studies. Modernità e (post)colonialismo*, Verona : ombre corte, 2002, p. 103-143.

SPIVAK Gayatri Chakravorty, « Scattered speculations on the subaltern and the popular », *Postcolonial Studies*, 8 :4, 2005, p. 475-486.

STOREY John, *Teoria culturale e cultura popolare : Un'introduzione*, Roma : Armando Editore, 2006.

Notes :

Pour citer ce document:

Marta Pappalardo , Â« La construction des discours sur la ville, entre production urbaine et subalternité interne Â», *Cultures-KairÃ³s* [En ligne], Les numéros, Les subalternes, peuvent-elles/ils (parler) être écouté-e-s ?, Mis Ã jour le 11/12/2018

URL: <http://revues.mshparisnord.org/cultureskairos/index.php?id=1732>

Cet article est mis Ã disposition sous sous [contrat Creative Commons](#)